

Journal de 20 heures

Les dirigeants du FPR ont fait savoir qu'ils
étaient d'accord pour l'envoi de nouveaux
Casques bleus au Rwanda. Mais ils s'opposent
formellement à toute participation de
militaires français

Bruno Masure, Philippe Rochot

France 2, 29 mai 1994

Paris est accusé d'avoir soutenu le régime du Président Habyarimana.

[Bruno Masure :] Le Rwanda plus que jamais déchiré par la guerre civile. Une partie du gouvernement fuit devant l'avancée des troupes rebelles du Front patriotique. Et les derniers combats autour de la capitale Kigali ont provoqué l'exode de plusieurs centaines de milliers de Rwandais démunis de tout.

L'insécurité générale a contraint les rares Casques bleus sur place à suspendre l'évacuation des civils qui sont actuellement bloqués derrière les lignes de combat [on voit un convoi de camions de l'ONU remplis de réfugiés ; ils sont escortés par des Casques bleus et des soldats des FAR].

D'autre part, les dirigeants rebelles ont fait savoir il y a quelques jours qu'ils étaient d'accord pour l'envoi de nouveaux Casques bleus au Rwanda. Mais les dirigeants du FPR s'opposent formellement à toute participation de militaires français. Philippe Rochot nous explique les raisons de cet ostracisme.

[Philippe Rochot :] Kigali, trois jours après la mort des Présidents du Rwanda et du Burundi [une incrustation "Kigali, 9 avril 1994" s'affiche à

l'écran] : 191 parachutistes français débarquent dans le but unique d'évacuer les ressortissants étrangers [diffusion d'images d'archives montrant des scènes de massacres et des militaires français en train d'évacuer des Occidentaux].

Mais ça n'est pas la première fois que l'armée française met le pied sur le sol du Rwanda. En octobre 90, 150 soldats sont déjà venus pour évacuer les étrangers pendant l'offensive du Front patriotique. Mais ces hommes sont restés au Rwanda à la demande du Président Habyarimana. Ils seront même 700 et ne partiront qu'en 93 [on voit des militaires français sur l'aéroport de Kanombe].

Le Président rwandais [diffusion d'un extrait d'une interview de Juvénal Habyarimana en train de dire : "[...] la France d'envoyer ses troupes"] et la France ont toujours démenti la participation des soldats français aux combats contre le Front patriotique. Ils n'étaient là, dit le général Habyarimana, que pour protéger leurs ressortissants.

Aujourd'hui pourtant, Paris est accusé d'avoir soutenu le régime du Président Habyarimana [diffusion de la Une du journal *Libération* : "Rwanda: les amitiés coupables de la France" et de l'article publié dans le même journal sous le titre "La France prise au piège de ses accords"]. Ceux qui montrent la France du doigt rappellent que ces soldats rwandais [on voit des militaires des FAR au béret rouge] ont été formés jusqu'au mois d'avril dernier par plus de 70 instructeurs militaires français. Notre pays s'est trouvé pris au piège des accords passés [diffusion d'images d'archives montrant une altercation entre des civils et un militaire des FAR].

[Philippe Bohn, "Expert Afrique" : "On ne s'est pas rendu compte de la nature de ce régime. Et que... la..., la coopération et les accords de coopération logiques et normaux que l'on avait avec ce pays se sont retrouvés dans un contexte qui n'était pas celui que la France aurait souhaité"].

De même la France avait offert au Président rwandais le Falcon 50 où il a trouvé la mort le 6 avril dernier avec ses trois membres d'équipage, également Français, sur l'aéroport de Kigali [diffusion de photographies de l'épave de l'avion].

Paris a également pris en charge le voyage de la famille présidentielle qui a trouvé refuge en France après avoir évacué le Rwanda sous protection française [on voit Agathe Habyarimana, des membres de sa famille – dont Séraphin Rwabukumba – et son avocate dans un appartement parisien].

Voilà pourquoi l'opposition au régime rwandais pénètre aujourd'hui dans Kigali. Le Front patriotique ne veut pas des Casques bleus français.

Soutenu par l'Ouganda et le camp anglophone en Afrique, ces hommes

prennent aujourd'hui leur revanche. La France sera sans doute tenue à l'écart d'un règlement politique [diffusion d'images de soldats du FPR en train de danser et chanter].